

**Conseil des ministres - Projet de loi**  
**- Convention entre la France et le**  
**Luxembourg en matière fiscale**  
(Paris, 24 octobre 2018)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune.

La France et le Luxembourg ont signé une nouvelle convention fiscale bilatérale le 20 mars 2018. Une fois approuvée par les deux Etats, elle se substituera à la convention fiscale en vigueur, signée le 1er avril 1958. L'ancienneté de cette convention appelait une modernisation générale afin de l'adapter aux standards actuels de fiscalité internationale, notamment dans un objectif de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

S'inscrivant dans un contexte fiscal international rénové, la nouvelle convention tient compte des avancées obtenues dans le cadre des travaux dits BEPS (érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) conduits par l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). À titre d'exemple, la convention signée le 20 mars 2018 contient une clause anti-abus générale permettant de remettre en cause les opérations ayant un objectif principalement fiscal visant à obtenir une double exonération. La nouvelle convention intègre en outre les normes les plus récentes de l'OCDE en matière d'échange de renseignements et d'assistance au recouvrement. Cette convention s'inscrit donc pleinement dans la priorité donnée par le gouvernement à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Enfin, elle définit les modalités de répartition du droit d'imposer les revenus et la fortune entre les deux Etats contractants de manière conforme à la pratique conventionnelle française./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)